



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1996/SR.24  
7 novembre 1996

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES  
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Quarante-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 24ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le jeudi 22 août 1996, à 10 heures

Président : M. EIDE

SOMMAIRE

La réalisation des droits économiques, sociaux et culturels (suite)

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Les participants qui désirent en apporter pendant la session du Comité sont priés de les remettre, sous forme dactylographiée, au Secrétaire du Comité. Les rectifications aux comptes rendus des séances privées du Comité seront groupées en un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 5.

LA REALISATION DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS (point 8 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/10, E/CN.4/Sub.2/1996/11, 12 et Corr.1, 13, 14, 15, 31, 32 et 33; E/CN.4/Sub.2/1996/NGO/9 et 10; E/CN.4/Sub.2/1995/10, 11 et 13; décision 1996/104 de la Commission des droits de l'homme)

1. M. SHIOKAWA (Association internationale des juristes démocrates) axe son intervention sur les "méthodes de travail et activités des sociétés transnationales" et la "question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme". De nombreuses entreprises multinationales japonaises, installées dans des pays asiatiques, violent les droits de l'homme des travailleurs, comme en Thaïlande, en Indonésie et en Malaisie. Au Japon même, des multinationales ne tiennent aucun compte du droit du travail japonais en procédant à des licenciements injustes (Continental Bank of Illinois, Kino Meles-Griot et Reuter-Japon), en usant de violence sur les lieux de travail, en pratiquant des traitements discriminatoires (Air France) et en appliquant des systèmes de retraite anticipée (Alitalia).

2. La plupart des grandes compagnies japonaises déclarent ouvertement que la Constitution japonaise ne s'applique pas sur les lieux de travail. Ceux qui défendent les droits des travailleurs font l'objet de diverses formes de discrimination en termes de salaires, et de violations de leurs droits. En les isolant, les compagnies cherchent à supprimer toute exigence de la part des travailleurs et à renforcer l'exploitation de la main-d'oeuvre, pour améliorer leurs bénéfices. Le gouvernement leur apporte sa caution en indiquant que des directives de l'administration suffisent à régler ces problèmes. Plusieurs actions intentées devant les tribunaux par des travailleurs contre des multinationales pour obtenir réparation ont abouti, après de nombreuses années, à des jugements en faveur des plaignants. Ces jugements devraient contribuer à améliorer la situation des droits de l'homme sur les lieux de travail. Il est à noter cependant que les entreprises visées non seulement ne se conforment pas aux décisions rendues mais forment des recours pour prolonger encore les procédures judiciaires.

3. M. WLASIC (Fédération latino-américaine des associations des familles des détenus disparus - FEDEFAM) dit que, pour analyser les questions qui font l'objet du point de l'ordre du jour considéré, il faut les replacer dans le cadre de la mondialisation économique et des politiques d'ajustement structurel puisque les problèmes que sont l'extrême pauvreté, la répartition inégale du revenu ou l'impunité des auteurs de violations des droits économiques, sociaux et culturels découlent directement des décisions et des pratiques adoptées dans ce contexte.

4. Se référant au rapport de M. Guissé sur l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1996/15), la FEDEFAM suggère que l'analyse historique et politique contenue dans ce rapport soit approfondie par un examen des fondements juridiques des obligations des Etats en la matière et des mécanismes de garantie existant actuellement. Commentant le paragraphe 87 du rapport, FEDEFAM considère que la démocratie et l'Etat de droit sont tout aussi fondamentaux pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels que pour la mise en oeuvre des droits civils et

politiques mais qu'ils ne suffisent malheureusement pas à garantir leur jouissance. La non-intégration, dans les législations nationales, des droits économiques, sociaux et culturels, et donc l'impossibilité de les invoquer devant les tribunaux lorsqu'ils sont violés, donnent lieu à une des formes les plus généralisées d'impunité (par. 88). La référence faite au paragraphe 135 à la responsabilité de particuliers dans les violations des droits économiques, sociaux et culturels est préoccupante puisque, au niveau international, la responsabilité de ces violations incombe essentiellement aux Etats. En ce qui concerne l'adoption d'un protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, l'approche envisagée est exprimée plus clairement au paragraphe 126 qu'au paragraphe 142 c). Par ailleurs, la FEDEFAM est favorable à la révision de la mission des institutions financières internationales, proposée au paragraphe 127, et à l'annulation totale et pas seulement partielle de la dette extérieure pour tous les pays sous-développés ou en développement.

5. En ce qui concerne la suggestion tendant à déclarer les violations des droits économiques, sociaux et culturels, crimes internationaux, il conviendra d'approfondir l'étude pour déterminer dans quels cas cela serait possible. La FEDEFAM relève aussi l'accent mis dans le rapport sur la corruption, dont la pratique se généralise dans de nombreux pays d'Amérique latine et reste la plupart du temps impunie. Elle exprime enfin sa préoccupation devant la situation des enfants, contraints par la crise économique de travailler.

6. Par ailleurs, la FEDEFAM demande à la Sous-Commission de réfléchir aux moyens de mettre en oeuvre les recommandations formulées par le Rapporteur spécial sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté dans son rapport (E/CN.4/Sub.2/1996/13), en vue d'approfondir l'étude des problèmes liés à l'extrême pauvreté. Elle note avec satisfaction les nombreuses références faites par le Rapporteur spécial au travail accompli par les ONG dans ce domaine. En ce qui concerne le rapport intérimaire (E/CN.4/Sub.2/1996/14) du Rapporteur spécial sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme et la répartition du revenu, la FEDEFAM suggère que dans son troisième rapport, celui-ci étudie plus particulièrement les effets des programmes d'ajustement structurel appliqués dans les pays sous-développés ou en développement et leurs caractéristiques communes.

7. M. CHERNICHENKO relève la grande qualité du rapport établi par le Rapporteur spécial sur la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme. Tout en approuvant la suggestion formulée par celui-ci au paragraphe 142 tendant à déclarer les violations des droits économiques, sociaux et culturels, crimes internationaux, il attire toutefois l'attention sur le fait que l'expression "crime international" est généralement utilisée pour désigner les crimes les plus graves commis par des Etats, et non pas par des individus. Si toutefois c'est la responsabilité d'individus qui est établie dans la violation de droits économiques, sociaux et culturels, il serait plus juste de parler de "crime considéré comme tel au regard du droit international". Même s'il s'agit de fonctionnaires, il existe une différence entre les actes commis par l'Etat et les actes commis par des personnes agissant au nom de l'Etat. On peut lire, au paragraphe 132, que "jusqu'à une époque récente, seuls les Etats étaient sujets de droit international et qu'aujourd'hui l'individu et les groupements humains peuvent ester en justice ou être traduits devant les instances internationales pour répondre de leurs

actes". Or, deux thèses continuent à s'opposer : la thèse selon laquelle, aujourd'hui encore, seuls les Etats sont sujets de droit international et l'autre thèse qui considère que le droit international s'applique de plus en plus à l'individu. M. Chernichenko est, pour sa part, tenant de la première thèse car il estime que, pour être sujet de droit international, il faut participer aux relations intergouvernementales, ce qui n'est pas le cas de l'individu. Il aimerait donc que ces deux points de vue soient reflétés dans le rapport final de M. Guissé.

8. Mme PARKER (International Educational Development) dit que son organisation accorde une attention toute particulière au premier droit énoncé dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, soit le droit à l'autodétermination. Les implications, pour la réalisation de ce droit, des violations des droits économiques, sociaux et culturels font partie des problèmes les plus graves auxquels le monde est confronté aujourd'hui, compte tenu en particulier des nombreux conflits armés provoqués par le déni de ce droit.

9. Dans les régions occupées en effet, les puissances d'occupation s'emparent souvent des ressources naturelles et autres éléments contribuant à la viabilité économique de ces régions dont elles maintiennent les populations dans la pauvreté. Ainsi, les habitants des îles Moluques - riches en ressources naturelles - ont obtenu le droit à l'autodétermination en 1949 dans le cadre d'accords signés à La Haye sous les auspices des Nations Unies. L'Indonésie a envahi les îles Moluques peu de temps après et bafoue depuis ce jour les droits fondamentaux des habitants. Aujourd'hui, l'Indonésie signe des contrats fort lucratifs avec un certain nombre d'entreprises nationales et internationales pour l'exploitation des ressources locales, agissant ainsi en violation directe du droit international. De même, le déni par l'Inde, du droit à l'autodétermination du peuple cachemiri, pourtant promis par le Conseil de sécurité des Nations Unies et la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan, a eu de terribles conséquences sur tous les droits des cachemiris en raison de l'occupation militaire du territoire. Mme Parker cède la parole à un autre représentant d'International Educational Development.

10. M. ELORRIOGA (International Educational Development) dénonce les difficultés que rencontrent les peuples autochtones sur le continent américain en matière de réalisation des droits économiques, sociaux et culturels. Dans de nombreux pays en développement, le démantèlement par l'Etat des systèmes de protection obligatoires du fait de l'application de politiques économiques néolibérales a affecté particulièrement certains groupes sociaux vulnérables comme les Indiens, les femmes, les enfants, les travailleurs, les handicapés, les personnes âgées, les homosexuels, les migrants et les minorités religieuses. De plus, les gouvernements n'ont pas de plan économique qui tienne compte des droits des peuples indiens et prévoie leur participation et leur seule réponse aux demandes concrètes de ces peuples est la répression institutionnalisée.

11. Au Mexique, par exemple, et en particulier dans l'Etat du Chiapas, des milliers de paysans autochtones, les plus pauvres du pays, paient cher leur révolte contre les conditions de vie déplorables dans lesquelles les maintient le gouvernement. Celui-ci dépense environ 200 millions de dollars par an pour maintenir son dispositif militaire dans cette zone, qui est l'une des plus

défavorisées du pays. Ces dépenses militaires sont complètement disproportionnées par rapport aux dépenses sociales. La présence militaire, dont le maintien contredit les déclarations du Gouvernement mexicain en faveur d'une solution pacifique et négociée au conflit du Chiapas fait obstacle à la mobilité des paysans et a empêché le développement normal de l'agriculture, et ôte à la société civile toute possibilité de contrôle économique et social sur son territoire. Les exclus de la nation mexicaine restent encore et toujours traités comme des mineurs ou des délinquants, alors qu'ils ne revendiquent que leur droit à vivre dans la paix et la dignité. International Educational Development lance un appel à la Sous-Commission pour qu'elle se penche sur leur sort.

12. M. VITTORI (Pax Christi International) dit que s'interroger sur les critères qui régissent la production économique, déterminent la répartition des richesses et conduisent à l'exclusion implique leur remise en cause. Dénoncé au siècle dernier comme système d'exploitation de l'homme par l'homme, le libéralisme économique se révèle aujourd'hui être un facteur de marginalisation, d'exclusion et de concentration du pouvoir qui échappe au contrôle démocratique. Paradoxalement, plus la production s'amplifie, plus la paupérisation s'accroît et l'écart de revenu entre les riches et les pauvres ne cesse d'augmenter, à l'échelle de la planète tout entière. Contrairement à l'exploitation de la force de travail, l'exploitation abusive des richesses naturelles et les atteintes à l'environnement n'ont jusqu'ici guère retenu l'attention. Cependant, la Banque mondiale vient de présenter un rapport qui classe les pays selon des critères écologiques, en fonction de la richesse au sens large, c'est-à-dire non restreinte à l'argent et aux investissements - et pas seulement des revenus. Cette nouvelle classification est intéressante mais il convient d'aller encore plus loin.

13. Les droits culturels sont trop souvent encore considérés comme un ornement des droits économiques et sociaux et les populations autochtones sont tolérées voire soutenues dans leur fonction folklorique. En revanche, lorsque l'on découvre des richesses naturelles dans le sol ou le sous-sol de leurs territoires et qu'elles résistent à la dépossession, la répression dont elles font l'objet de la part des autorités ou des milices des gros propriétaires ne connaît pas de limite. Pour être un bon indigène, il faut s'effacer devant les prédateurs et s'assimiler au système dominant. Or sans droits culturels, il ne peut y avoir de réalisation des droits économiques et sociaux. Les droits culturels sont le fondement de l'identité des personnes, des communautés et des peuples et l'avenir de l'humanité dépend du partage des richesses et de l'échange des valeurs culturelles.

14. Mme DAES, intervenant tout d'abord sur la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, dit que les recommandations contenues aux paragraphes 206 à 231 de l'excellent rapport de M. Despouy sur cette question (E/CN.4/Sub.2/1996/13), sont très constructives et elle espère qu'elles seront mises en oeuvre par les organes conventionnels et autres organismes compétents des Nations Unies. En ce qui concerne les mécanismes d'application proposés au paragraphe 223, elle estime que la Sous-Commission devrait indiquer clairement dans la résolution qu'elle adoptera sur la question, celui qu'elle préconise.

15. Mme Daes félicite ensuite M. Bengoa pour son rapport extrêmement bien documenté sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme et la répartition du revenu (E/CN.4/Sub.2/1996/14) et en approuve les conclusions. Enfin, elle exprime sa satisfaction à M. Guissé pour son rapport sur la question de l'impunité des auteurs des violations des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1996/15) et souscrit notamment à la plupart de ses vues concernant l'embargo (par. 70 à 72). Elle espère que M. Guissé, dans son prochain rapport intérimaire, s'attachera en particulier aux aspects humanitaires de l'embargo et décrira les conséquences de cette sanction pour la population civile et en particulier pour les groupes vulnérables de la société. Elle approuve les suggestions faites au paragraphe 142 du rapport ainsi que les recommandations formulées au paragraphe 143.

16. M. KHOURI (Union des juristes arabes) souligne l'importance des droits économiques, sociaux et culturels et la nécessité d'une coopération internationale pour promouvoir ces droits. La politique égoïste des grandes puissances va malheureusement à l'encontre de telles idées, ne faisant qu'accroître la pauvreté du tiers monde et l'écart entre les riches et les pauvres. La notion de profit est valorisée au détriment de la notion de travail, ce dont pâtissent les droits de l'homme. Les sanctions économiques qui frappent certains pays comme l'Iraq, la Libye, le Soudan, Cuba ou l'Iran ont en outre des conséquences négatives pour les populations civiles. L'embargo contre l'Iraq va jusqu'à entraîner une situation de génocide à l'égard du peuple iraquien, qui manque absolument de tout. La communauté internationale ne saurait rester silencieuse. Les responsables de cette situation doivent être sanctionnés et tout doit être mis en oeuvre pour lever l'embargo et alléger les souffrances de la population iraquienne.

17. M. BEN SHONVELD (Organisation mondiale contre la torture - OMCT), réaffirme que la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels est indissociable de celle des autres droits. Il décrit les conséquences du phénomène actuel de la mondialisation. La mondialisation oblige les pays en développement à opérer des ajustements structurels indispensables à leur intégration; elle entraîne, avec le développement de la technologie une transformation des modes de production qui est source de chômage, ainsi qu'une délocalisation de la production; enfin elle entraîne, du fait de la déréglementation et de la concentration des grands groupes économiques, une diminution du rôle traditionnel de l'Etat.

18. Si la mondialisation a créé des richesses, la répartition de ces richesses est toujours plus inégale et ces inégalités sont sources de violences comme en témoignent les manifestations récentes des paysans sans terres brésiliens ou de la population jordanienne. Ce n'est ni à la société civile ni aux ONG de pallier la faillite de l'Etat dans la réduction de la fracture sociale. Il faut au contraire défendre et renforcer les prérogatives de l'Etat, et étendre la démocratie non par l'organisation d'élections mais par la création de moyens permettant à la population de participer véritablement au processus de prise de décisions. L'effondrement du communisme a montré que le marché était souhaitable, mais l'ultralibéralisme économique a de multiples défauts. La réalisation des droits de l'homme est une chose beaucoup trop importante pour être abandonnée aux forces du marché.

19. M. KIRKYACHARIAN (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples - MRAP) fait quelques observations au sujet des rapports présentés à la Sous-Commission au titre du point 8. Le rapport de M. Guissé (E/CN.4/Sub.2/1996/15) montre de façon éloquente que la richesse des pays développés est inconcevable sans les fabuleux transferts de richesse et de travail réalisés au cours des siècles. De l'avis du MRAP, on ne pourra compenser le déséquilibre du monde actuel que par un contre-transfert. Les analyses contenues dans le rapport du Secrétaire général (E/CN.4/Sub.2/1996/12) donnent à réfléchir sur les causes des violations des droits économiques, sociaux et culturels et du droit au développement et ont le mérite d'en décrire les conséquences sans détours.

20. En ce qui concerne le rapport de M. Despouy (E/CN.4/Sub.2/1996/13), le MRAP se félicite de l'importance accordée à la critique de l'économisme au nom d'une idée sociale du développement humain. L'économie n'est en effet rien d'autre qu'un ensemble de rapports sociaux. M. Despouy a en outre pris le parti méritoire de recourir à des témoignages.

21. Le rapport de M. Bengoa (E/CN.4/Sub.2/1996/14) va au coeur du sujet et ne se borne pas à opposer l'indignation morale à la réalité des revenus inégaux, qu'on tiendrait pour une nécessité objective dont il faudrait adoucir les contours par quelques efforts humanitaires relevant du paternalisme et de l'assistanat. Le MRAP regrette toutefois que le Rapporteur spécial n'aille pas jusqu'à affirmer dans ses conclusions que seule une inégalité compensatrice permettrait de progresser vers l'égalité des chances et de renverser les dogmes du "darwinisme social".

22. Le MRAP considère que l'action des ONG visant à rendre les hommes plus conscients de leurs possibilités et à responsabiliser les plus démunis est la principale force qui puisse amener les Etats à faire quelques pas vers la justice. "Vertu pure et simple" pour Aristote, la justice est, en langue moderne, le droit de l'homme.

23. Mme HILL (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté - LIFPL), prenant la parole au nom du Comité spécial d'ONG sur le développement, dénonce les effets de la mondialisation de l'activité commerciale et économique. Le "triomphe du marché" et la déréglementation ont des conséquences sociales désastreuses pour une grande partie de la population mondiale et créent des risques de conflits sociaux. Ils engendrent des profits colossaux pour les sociétés transnationales, dont la puissance et l'influence les rendent très difficiles à contrôler, mais aussi pour les pays dans lesquels ces sociétés ont leur siège et pour les élites économiques locales. Ils entraînent en fin de compte des violations des droits de l'homme, une exploitation de la main-d'oeuvre, une militarisation et un affaiblissement des processus démocratiques et des pratiques culturelles internes.

24. Le Comité spécial d'ONG sur le développement a suivi avec préoccupation les Négociations d'Uruguay et notamment l'adoption, dans l'Accord final du GATT, de la clause concernant les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), clause qui est considérée, notamment au Sud, comme une nouvelle forme de colonisation puisqu'elle permet aux sociétés et aux pays industrialisés de s'appropriier les ressources biologiques, le savoir-faire autochtone et les gènes humains des pays du Sud.

25. Le Rapport sur le développement humain pour 1996 montre que le fossé entre les riches et les pauvres s'est encore élargi et que 89 pays se trouvent dans une situation pire qu'il y a 10 ans. Le Comité spécial se félicite de l'établissement du Groupe de travail chargé d'élaborer des principes directeurs concernant les programmes d'ajustement structurel. Il considère que de nouvelles mesures doivent être prises afin d'établir, pour les sociétés transnationales, un code de conduite cohérent ayant force obligatoire. Il appuiera la création d'un groupe de travail chargé d'examiner les incidences de la politique de l'OMC et d'évaluer les effets des activités des sociétés transnationales sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur le droit au développement. Ce groupe de travail devra avoir accès aux mécanismes de prise de décisions de l'OMC. Pour conclure, l'orateur déclare que le seul moyen d'assurer un développement humain équitable est de faire de l'être humain la base et l'acteur des processus économiques.

26. M. FERNANDEZ (Entraide universitaire mondiale - EUM - et Organisation internationale pour le développement de la liberté d'enseignement - OIDEL) indique que les deux organisations dont il se fait le porte-parole ont fondé à Genève, en collaboration avec le Haut Commissaire aux droits de l'homme, le Centre pour les droits de l'homme, l'UNESCO, le Gouvernement suisse, la Fondation Ford et d'autres ONG, l'Université d'été des droits de l'homme et du droit à l'éducation. La deuxième session de cette université d'été vient de s'achever: 36 étudiants de 28 nationalités différentes y ont participé. L'Université estime que la science des droits de l'homme doit composer avec la politique si elle entend faire oeuvre utile, tout en continuant de placer la dignité humaine au-dessus des intérêts et des forces économiques et sociales. Elle estime que l'étude des droits économiques, sociaux et culturels est indissociable de celle du droit au développement mais refuse d'identifier ces deux types de droits. Le droit au développement est un droit spécifique qui comprend des dimensions économiques, sociales, culturelles et politiques. La dimension culturelle, au sens fort du mot culture, est essentielle, et au centre de la culture, il y a l'éducation. L'éducation est avant tout un droit, un droit qui permet la jouissance de nombreux autres droits, et l'Université l'étudie dans sa double dimension de droit-liberté et de prestation sociale, exigible par la personne humaine en accordant une place particulière à la liberté d'enseignement et à la liberté académique.

27. L'Université souhaite en particulier montrer l'écart qui existe entre l'idéal et le possible, entre la vision pragmatique du technicien des droits de l'homme et la vision politique de l'acteur des relations internationales. Les 36 étudiants de cette année ont assisté aux réunions de la Sous-Commission afin d'acquérir un véritable savoir-faire et une compréhension des lois non écrites des relations humaines en politique. Au sortir de leur formation, ils devront être capables d'utiliser les mécanismes internationaux à bon escient et d'imaginer les moyens de les améliorer, capables aussi de les remettre en cause et de se remettre eux-mêmes en question. En définitive, ils devront être à même de réfléchir sur ce qui est en passe de devenir la clé du politique au XXI<sup>e</sup> siècle, à savoir les relations internationales, comprises à la lumière des droits de l'homme.

28. M. AZHAR (Fédération mondiale de la jeunesse démocratique) dit qu'il est membre du Sénat pakistanais, leader du MQM au Sénat et coordonnateur du Comité central de coordination du MQM. Le MQM est le seul parti représentant la



nation mohajir, principale minorité au Pakistan qui compte 25 % de la population. M. Azhar relate brièvement sa propre expérience : son incarcération pour avoir dénoncé devant le Sénat la répression lancée le 19 juin 1992 contre la nation mohajir, sa détention sans jugement durant 22 mois, les tortures qu'il a subies, les tentatives d'assassinat commises contre lui par des terroristes soutenus par l'Etat, ainsi que l'exécution de ses deux neveux. Il explique que les droits économiques, sociaux, politiques et culturels de la nation mohajir sont violés de façon systématique et persistante et que le Gouvernement pakistanais, au lieu de mener avec la nation mohajir un dialogue pacifique et démocratique, cherche à obtenir une victoire militaire. Les arrestations arbitraires, la torture, les exécutions extrajudiciaires, les pillages, les incendies, les viols et les perquisitions sont des pratiques endémiques dans les villes du Sindh. La Fédération invite la Sous-Commission à demander à la Commission d'envoyer le Rapporteur spécial sur la torture pour une mission de suivi dans ces villes et d'y dépêcher une mission d'enquête du Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires sommaires ou arbitraires.

29. Mme SAYEGH (Fédération générale des femmes arabes) dit que, alors que de nombreux pays connaissent l'endettement, le chômage, la pénurie et la pauvreté, le modèle économique actuel fait de la maximisation des profits la valeur suprême, ignorant les droits de l'homme, le développement durable ou l'égalité d'accès aux ressources. Les politiques de la Banque mondiale et du FMI et un ordre mondial archaïque ont aggravé la pauvreté, dans laquelle vit 20 % de la population mondiale. En matière de droits de l'homme, il ne peut pas y avoir de pays qui mènent, et d'autres qui sont menés. Il est indispensable de mettre en place un nouveau cadre pour le développement, qui s'attaque aux causes profondes de la pauvreté et qui permette que les droits de tous soient reconnus et respectés dans les faits.

30. Alors que les conférences internationales affirment que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale constituent une violation des droits de l'homme, des guerres économiques sont menées sous la bannière de l'ONU. Sous prétexte de promouvoir la démocratie et la justice, des sanctions sont imposées à des pays, pour un résultat politique minime mais au prix de grandes souffrances. En Iraq, ces sanctions ont anéanti des années d'acquis économiques et sociaux. Si l'objectif poursuivi est d'accroître les souffrances et la misère, il a été atteint. Il est temps de mettre un terme à cet embargo inhumain et cruel. La Fédération recommande l'élaboration d'un protocole facultatif qui permettra immédiatement de faire cesser la pratique des sanctions économiques. Elle prie instamment les différents mécanismes de la Commission des droits de l'homme d'examiner la situation particulière des populations touchées par les sanctions et de chercher des moyens d'alléger leurs souffrances.

31. M. GENEI SHIMOJI (Organisation internationale pour le progrès) dit qu'en raison de sa position stratégique, Okinawa, principale île de l'archipel japonais des Ryukyu, a gravement souffert de la bataille qui s'est déroulée sur son sol à la fin de la seconde guerre mondiale et qui a fait 240 000 victimes, dont une majorité de civils innocents. Plus de 50 ans après, les installations militaires américaines occupent toujours 20 % de la superficie de l'île, dont l'armée américaine a fait la "clef de voûte" de son dispositif dans le Pacifique.

32. En 1995, un mémorial a été érigé pour commémorer le cinquantième anniversaire de la fin de la guerre du Pacifique et de la bataille d'Okinawa. Par ce geste, la population a voulu faire partager au Japon et au monde entier "l'esprit de paix" qui caractérise l'histoire et la culture d'Okinawa. Sur cette pierre, érigée en haut des falaises où tant de civils ont perdu la vie, sont gravés les noms de tous ceux, Japonais, Américains, Coréens, etc., qui ont péri pendant cette tragique bataille.

33. La population d'Okinawa exprime le souhait que toutes les installations militaires qui couvrent l'archipel et entravent la réalisation de ses droits sociaux, économiques et culturels, soit progressivement démantelées afin que ces terres retrouvent leur vocation pacifique. C'est dans cet esprit que la préfecture d'Okinawa a entrepris la création d'un institut pour la recherche sur la paix mondiale.

34. M. ALI KHAN dit que le point 8 de l'ordre du jour est si vaste que chacune des questions qui y sont abordées (droit à un logement convenable, droits de l'homme et extrême pauvreté; expulsions forcées; répartition du revenu; activité des sociétés transnationales; et impunité des auteurs de violations des droits de l'homme) mériterait de faire l'objet d'un point de l'ordre du jour séparé. En effet, les droits économiques sociaux et culturels revêtent une importance capitale pour les citoyens en général et pour les minorités en particulier. La plupart des causes de friction entre la majorité et les minorités ont une origine économique et sociale. La question se pose donc de savoir comment intégrer les minorités à la vie économique et sociale du pays, notamment en leur donnant un accès équitable à l'emploi, tout en préservant leur identité culturelle, lorsque le fossé économique qui sépare la majorité des minorités est si grand. MM. Despouy, Bengoa et Guissé ont dans leurs études respectives apporté des réponses intéressantes à cette question.

35. On rappellera, à cet égard, que dans la Déclaration de Vienne, l'accent est mis sur l'interdépendance de tous les droits de l'homme et sur la nécessité de ne pas privilégier les droits civils et politiques aux dépens des droits économiques, sociaux et culturels. Faute de quoi, on risque en effet de voir encore augmenter le nombre de pauvres, qui sont déjà 1,5 milliard et pour qui les déclarations sur les droits économiques, sociaux et culturels restent désespérément lettre morte.

36. Alors que va s'ouvrir la Décennie internationale pour l'élimination de la pauvreté, la Sous-Commission doit accorder un degré de priorité élevé à la question de la misère, qui constitue un déni des droits de l'homme. Il faudrait impérativement examiner la possibilité de traduire devant un tribunal international les auteurs de violations des droits de l'homme fondamentaux qui jouissent aujourd'hui de l'impunité.

37. La communauté internationale doit, quant à elle, aider les pays en développement à lutter contre la pauvreté. Pour ce faire il faut notamment supprimer le protectionnisme, stimuler les flux de capitaux, éliminer les obstacles au transfert de technologies et favoriser un développement durable.

38. M. PRASAD (Indian Council of Education) dit que si pour mesurer la pauvreté, on utilise la méthode intégrée du PNUD fondée non pas sur les revenus mais sur la capacité de satisfaire les besoins essentiels,

la situation de la plupart des pays de l'Asie du Sud apparaît préoccupante. En effet, la croissance économique n'a pas permis de faire face à une croissance démographique non maîtrisée et dans leur budget, les gouvernements n'ont pas accordé à la santé, à l'enseignement et aux services sociaux la place qu'ils méritent. A cela s'ajoute l'insuffisance des infrastructures, la mainmise de la bureaucratie sur l'économie, au détriment de l'initiative privée, et l'inefficacité des entreprises publiques.

39. Fort heureusement, la croissance du secteur agricole a sauvé la population de la famine. Il convient de poursuivre la modernisation de l'agriculture et d'entreprendre une véritable révolution industrielle et commerciale, notamment en libéralisant les échanges et le secteur financier, en privatisant, fût-ce partiellement, les entreprises publiques, en favorisant les transferts de technologie et en attirant les investissements étrangers. Une telle politique, qui favorise l'implantation des multinationales, ne peut qu'être bénéfique mais elle doit être accompagnée de mesures visant à réduire les inégalités et à promouvoir les droits économiques et sociaux des plus démunis. Pour ce faire, les gouvernements de la région devront bénéficier de la coopération et de la compréhension des institutions financières internationales.

40. M. ABDELNAK (Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme) dit que la gestion et le développement des ressources de chaque communauté, le respect des droits de la personne et la coexistence pacifique entre les populations ont historiquement été assurés par des mécanismes faisant appel à des ressources humaines, matérielles et culturelles locales. Il faut donc renforcer ces mécanismes si l'on veut prévenir les conflits provoqués par l'exacerbation des sentiments identitaires ou religieux. Il convient également, dans cet esprit, d'inviter les institutions internationales à soutenir davantage les microprojets de développement qui mettent l'accent sur les capacités endogènes des populations et favorisent ainsi le progrès social et économique.

41. Mme IDLEBERG (Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme) dit que le racisme constitue une atteinte aux droits sociaux et culturels des communautés minoritaires. Aux Etats-Unis par exemple, de nombreux lieux de culte, églises, mosquées et synagogues, qui sont au centre de la vie sociale et religieuse de certaines minorités, ont été incendiés. Plutôt que de rechercher activement les coupables, les autorités fédérales et la police sont allées jusqu'à laisser entendre que les fidèles étaient responsables de ces incendies. Une telle attitude confirme, s'il en était besoin, l'affirmation de M. Glele Ahanzano, Rapporteur spécial de la Commission sur les formes contemporaines de racisme, selon laquelle il existe encore, dans la société américaine, des formes insidieuses et subtiles de racisme (E/CN.4/1995/78/Add.1). Les gouvernements doivent donc reconnaître ces nouvelles formes de racisme et prendre des mesures efficaces pour y mettre un terme.

42. M. ARNOTT (Internationale des résistants(es) à la guerre) dit que le tourisme porte gravement atteinte aux droits économiques, sociaux et culturels des populations des pays où il se développe. En effet, pour mettre en oeuvre des projets touristiques, les gouvernements autoritaires confisquent des terres, expulsent des communautés entières et obligent des personnes

à travailler, sans rémunération, à la construction d'installations touristiques. En outre, le tourisme menace l'identité culturelle des populations locales et réduit les possibilités d'un développement véritablement endogène. De nombreuses ressources foncières, aquatiques et énergétiques sont utilisées à des fins touristiques, ce qui risque d'avoir de graves conséquences à long terme. Plus grave encore, des jeunes femmes et des enfants sont contraints à se prostituer dans le cadre du tourisme sexuel, qui favorise la propagation du SIDA.

43. De nombreuses organisations et conférences, notamment l'Organisation mondiale du tourisme, l'UNESCO, la Commission mondiale sur la culture et le développement et la Conférence sur le tourisme durable, ont énoncé les règles qui devraient présider au développement d'un tourisme respectueux du tissu culturel, social et économique des pays d'accueil, et de leur environnement. Malheureusement, ces recommandations sont restées lettre morte. C'est pourquoi la Sous-Commission devrait se déclarer préoccupée par les violations des droits de l'homme liées au tourisme; demander au Secrétaire général de préparer pour sa quarante-neuvième session un rapport sur le tourisme et les droits de l'homme; demander à la Commission des droits de l'homme, à sa cinquante-troisième session, d'examiner cette question en invitant ses rapporteurs thématiques et par pays à inclure des informations concernant l'impact du tourisme sur les droits de l'homme dans leurs rapports respectifs; et décider d'examiner à sa session suivante la question des droits de l'homme et du tourisme au titre de son point de l'ordre du jour intitulé "Le nouvel ordre économique international et la promotion des droits de l'homme".

44. M. SAFI (Congrès du monde islamique) dit que M. Jalil Andrabi, qui l'année précédente avait informé la Sous-Commission des violations des droits de l'homme commises par les troupes d'occupation indiennes au Cachemire, repose aujourd'hui dans sa tombe parce que la communauté internationale n'a pas pris les mesures nécessaires pour le protéger des forces d'occupation indiennes.

45. Une année plus tard, les droits fondamentaux de la population continuent d'être systématiquement bafoués, en violation de toutes les normes du droit international : pillages, destruction de lieux de culte, tortures, viols, traitements inhumains et dégradants des prisonniers, disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires, qui ont des conséquences particulières sur sa situation économique et sociale. Aujourd'hui, les 700 000 membres des forces d'occupation indiennes organisent un simulacre d'élections destinées à légitimiser l'occupation indienne et à empêcher le peuple du Jammu-et-Cachemire d'exercer son droit à l'autodétermination.

46. Mme GIRMA (Association africaine d'éducation pour le développement - ASAFED) estime que la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels sur le continent africain ne peut devenir une réalité que dans le cadre de la promotion du développement. Des programmes d'ajustement structurel, ont été imposés de manière uniforme à de nombreux pays africains sans qu'il soit tenu compte des particularités de chacun d'eux. De plus, dans certains pays, la privatisation n'est qu'un prétexte pour mettre l'ensemble des activités commerciales entre les mains de l'un ou l'autre groupe ethnique. Il convient de signaler à cet égard que, dans sa résolution 1992/29, la Sous-Commission elle-même a demandé aux institutions financières internationales de tenir

un plus grand compte des incidences défavorables de leurs politiques et programmes d'ajustement structurel sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels.

47. Le maintien de la paix et le respect des droits civiques sont par ailleurs indispensables pour encourager la société civile à promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels. Or certains gouvernements continuent de faire peu de cas de l'interdépendance et de l'indivisibilité des droits de l'homme alors que, par exemple, la société civile ne peut fonctionner efficacement si les associations professionnelles et culturelles ne sont pas indépendantes des pouvoirs publics et de l'opposition. Ce sont ces associations qui peuvent améliorer la situation des droits économiques, sociaux et culturels, étant donné qu'elles représentent différents secteurs de la société bénéficiaires des politiques mises en oeuvre, à condition de pouvoir agir librement.

48. Dans des pays comme l'Éthiopie, où des personnalités de la société civile sont harcelées, emprisonnées et forcées à l'exil, il n'y a aucun espoir de promouvoir les droits économiques, sociaux et culturels. La Confédération des syndicats éthiopiens a, par exemple, été récemment interdite et le Président de l'Association des enseignants éthiopiens a été arrêté en mai 1996. Pourtant, les associations professionnelles reflètent, par nature, le caractère multiethnique et multiconfessionnel du pays, puisque ce qui rassemble leurs membres, ce n'est pas leur origine ethnique ou religieuse mais leur profession. C'est pourquoi l'ASAFED demande instamment à la Sous-Commission d'examiner le cas des personnes injustement emprisonnées pour avoir défendu leurs droits économiques, sociaux et culturels.

49. Par ailleurs, il va de soi que le développement est impossible dans une situation de guerre civile. C'est pourquoi, dans les pays où des conflits sont en passe de s'aggraver, il importe de tout faire pour amener les parties au dialogue et éviter ainsi que tous les efforts déjà déployés pour assurer le développement ne soient anéantis. Il faut espérer que la Sous-Commission transmettra les préoccupations de l'ASAFED à la Commission concernant la situation dans laquelle se trouvent certains pays africains à cet égard.

50. M. NABI FAI (Fédération internationale islamique d'organisations d'étudiants) note que si l'universalité des droits économiques, sociaux et culturels a été reconnue en théorie, sa réalisation reste un objectif inatteignable. On oublie la notion de solidarité et de coopération internationales dès qu'il est question de développement économique et on dit aux pays de résoudre eux-mêmes leurs problèmes économiques.

51. Le droit au développement demeure encore plus une illusion pour les peuples sous occupation étrangère. Ainsi, le peuple cachemire n'a non seulement jamais pu exercer son droit à l'autodétermination mais s'est également vu privé de ses droits économiques, sociaux et culturels les plus élémentaires. Des milliers de personnes ont été tuées par les forces armées et l'économie du Cachemire est en ruine. La déforestation a pris des proportions considérables et la réadaptation psychique et physique de la population ainsi que la reconstruction économique de la région prendront des années. Citant l'article 22 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le paragraphe 3 de l'article premier de la Charte des Nations Unies, M. Nabi Fai

demande instamment à la communauté internationale de ne pas perdre de vue le droit au développement des populations qui se trouvent dans une situation analogue. La première mesure nécessaire à la protection de leurs droits, y compris du droit au développement, réside dans des efforts sincères en vue d'un règlement pacifique des différends dans les régions concernées.

52. Mme DEGENER (Organisation mondiale des personnes handicapées) fait observer que la question de l'invalidité est étroitement liée à celle de la pauvreté. Les personnes handicapées font partie des plus pauvres dans la plupart des pays et l'immense majorité des 500 millions de personnes handicapées vivent dans des pays en développement. Elles sont exclues de la société et sont souvent privées de tout ce que les personnes qui ne souffrent pas d'un handicap considèrent comme acquis : la liberté, la participation à la vie politique et sociale, le travail, l'éducation et le respect de la vie privée. En outre, du fait de la récession économique, leurs droits économiques, sociaux et culturels sont de plus en plus négligés, voire violés. En effet, les services qui leur sont destinés sont les premiers à faire l'objet de restrictions budgétaires, leur taux de chômage ne fait qu'augmenter et beaucoup sont forcées de travailler dans des "ateliers protégés", pour un salaire symbolique et ne jouissent pas des droits associés au travail, comme les droits syndicaux, et de vivre dans des institutions.

53. Alors que le revenu des personnes handicapées ne cesse de décroître, on considère de plus en plus qu'elles coûtent cher à la société. On recourt par conséquent de plus en plus souvent à des législations favorables à l'euthanasie, destinées à apporter une solution biologique à un problème socio-économique. Alors que certains théoriciens commencent à remettre en question le droit à la vie des handicapés, des médecins passent aux actes en ne dispensant pas les soins nécessaires à certains patients handicapés.

54. L'Organisation mondiale des personnes handicapées recommande que les handicapés soient considérés comme un groupe distinct dans le futur rapport de M. Bengoa sur les relations entre la jouissance des droits de l'homme, en particulier les droits économiques, sociaux et culturels et la répartition du revenu, ainsi que dans celui de M. Guissé sur la question de l'impunité des auteurs de violations des droits de l'homme au même titre que d'autres groupes vulnérables. Par ailleurs, l'Organisation mondiale des personnes handicapées se félicite de l'approche novatrice adoptée par M. Despouy dans son rapport sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté (E/CN.4/Sub.2/1996/13) et soutient la recommandation visant à ce que le concept de besoins essentiels englobe davantage d'éléments que les simples besoins alimentaires, mais en tenant compte également des besoins particuliers des handicapés. En effet, tant que le concept de besoins essentiels ne sera pris en compte que du point de vue des personnes ne souffrant pas de handicaps, les droits économiques, sociaux et culturels des personnes handicapées seront toujours considérés comme un luxe.

55. Enfin, l'Organisation mondiale des personnes handicapées recommande à la Sous-Commission d'inviter M. Lindqvist, Rapporteur spécial de la Commission du développement social pour les handicapés, chargé d'une étude sur les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés à participer à sa prochaine session. Il pourrait rendre compte de la mise en oeuvre desdites règles

et contribuer à mettre au point des indicateurs permettant de mesurer les diverses formes de pauvreté.

56. Mme RUERTA DE FURTER (Fédération internationale des femmes diplômées des universités) dit que l'organisation qu'elle représente apprécie la rigueur scientifique avec laquelle M. Despouy a établi son rapport sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté. Elle cite ensuite des paragraphes du rapport particulièrement intéressants, qui montrent notamment à quel point l'extrême pauvreté peut empêcher l'exercice des droits civils et politiques les plus fondamentaux, et d'où il ressort que les femmes et les enfants sont particulièrement exposés à la pauvreté (par. 37, 42, 44) ou que l'égalité des hommes et des femmes ne deviendra jamais une réalité tant que les besoins humains essentiels resteront insatisfaits (par. 47).

57. La Fédération internationale espère que le Rapporteur spécial pourra contribuer utilement à l'harmonisation des indicateurs permettant de mesurer la pauvreté en élaborant des indicateurs qualitatifs et quantitatifs, qui tiennent enfin compte de la situation des femmes, principales victimes de l'extrême pauvreté.

58. Mme SPALDING (Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale) dit que la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels exige la mobilisation d'une myriade d'acteurs, qu'il s'agisse d'individus ou d'associations ou organisations professionnelles, commerciales, artistiques, intellectuelles et sportives. L'Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale estime que les outils informatifs présentés par les rapporteurs spéciaux au titre du point 8 de l'ordre du jour sont d'une valeur inestimable pour les militants-éducateurs pour la paix. Elle se félicite ainsi du fait que M. Despouy ait inclus les questions de la santé et du handicap dans son rapport final sur l'extrême pauvreté et estime que le rapport final de M. Sachar sur le droit à un logement convenable (E/CN.4/Sub.2/1995/12) est arrivé à point nommé étant donné la tenue récente de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II). Les informations et les statistiques pertinentes qui figurent dans le rapport de M. Bengoa sont également les bienvenues. Par ailleurs, en ces temps de restructuration et de transition au sein du Secrétariat de l'ONU, le principe d'une approche axée sur la personne humaine, évoqué dans le rapport du Secrétaire général portant sur les activités des sociétés transnationales (E/CN.4/Sub.2/1996/12) devrait être également appliqué au sein des Nations Unies elles-mêmes.

59. L'Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale conclut en disant que, même s'il est essentiel d'entendre des témoignages sur des violations des droits de l'homme, il faut également amener les individus, les organisations et les gouvernements qui le peuvent à s'engager activement dans le processus de réalisation des droits consacrés par la Déclaration universelle et par les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, pour mettre réellement en pratique les principes que la Sous-Commission défend.

60. M. ZOLLER (Service international pour les droits de l'homme) rappelle que la Sous-Commission a été l'un des premiers organes à montrer qu'il n'était pas possible de promouvoir une catégorie de droits en ignorant l'autre.

Le principe de l'indivisibilité, de l'interdépendance et de l'égalité des droits est maintenant reconnu mais le traitement réservé à ces droits reste inégal. Dans ce contexte, les études réalisées par MM. Türk, Eide et Bengoa sur la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels sont des outils de travail indispensables. Par ailleurs, la Sous-Commission discute depuis une vingtaine d'années de la question de l'ordre économique international. Il est en effet évident qu'il existe des liens entre les systèmes économiques appliqués et les violations des droits de l'homme; que la distribution du revenu est inéquitable entre les Etats et à l'intérieur des Etats; et que le capitalisme sauvage ne fait que renforcer ces disparités. A cet égard, la proposition de M. Guissé visant à lier l'annulation de la dette à la question de l'impunité mérite un examen attentif.

61. La question du droit au développement est tout aussi importante et l'on peut se féliciter du consensus obtenu en la matière au sein de la Commission, de la constitution d'un nouveau groupe de travail de la Commission sur le droit au développement, de la récente visite rendue par le Haut Commissaire aux droits de l'homme aux institutions financières internationales ainsi que des préparatifs de la réunion d'experts sur cette question. Celle-ci est tellement fondamentale que nul ne saurait accepter qu'elle soit subordonnée à des entreprises politiciennes, voire à des opérations de récupération. C'est pourquoi, comme de nombreuses autres ONG, le Service international pour les droits de l'homme considère que la réunion d'experts des Nations Unies prévue en novembre 1996 ne peut pas se tenir en Tunisie. Ce séminaire d'experts ne doit pas en effet permettre de masquer les graves violations des droits de l'homme qui sont commises dans ce pays.

62. M. ROMAZZOTTI (Mouvement international ATD quart monde) estime que le rapport final sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté de M. Despouy (E/CN.4/Sub.2/1996/13) constitue un événement majeur de l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté. Il convient de féliciter le Rapporteur spécial d'avoir accepté de se mettre à l'écoute des personnes vivant dans l'extrême pauvreté et d'avoir accepté non seulement d'analyser sous un angle nouveau les liens entre les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, mais de confronter son savoir d'éminent juriste avec la connaissance transmise par les personnes très pauvres elles-mêmes. Pour la première fois ces personnes ont été consultées sur leur vision des droits de l'homme et le Rapporteur spécial a lui-même confirmé que leur contribution lui avait permis d'avancer dans sa réflexion sur les droits de l'homme et leur indivisibilité et qu'elle lui avait été indispensable pour mieux comprendre l'impact de la misère sur les droits de l'homme. Les personnes très pauvres ont pu ainsi entendre réaffirmer que la misère portait atteinte à l'ensemble des droits de l'homme et qu'elles n'étaient pas coupables de leur sort.

63. Le Mouvement international ATD quart monde et les personnes et familles qui vivent dans l'extrême pauvreté se réjouissent que, dans ses recommandations, le Rapporteur spécial insiste sur la nécessité d'un partenariat entre les Nations Unies et ces personnes. Dans ce contexte, le Mouvement international ATD quart monde souhaite que la Sous-Commission se porte garante, tout au long de la Décennie internationale pour l'élimination de la pauvreté, du maintien de la dimension "droits de l'homme" de l'extrême pauvreté au coeur des débats et qu'elle donne suite aux recommandations de M. Despouy. D'autre part, comme une vingtaine d'autres ONG qui ont signé



l'intervention commune du Comité ONG quart monde à la Commission, le Mouvement international ATD quart monde souhaite que la sous-Commission demande la publication du rapport final de M. Despouy dans toutes les langues officielles, afin qu'il bénéficie de la meilleure diffusion possible, tant dans les sphères internationales et gouvernementales, que parmi les personnes et les petites associations engagées sur le terrain auprès des personnes très pauvres.

64. M. QUAYES (Observateur du Bangladesh), exerçant son droit de réponse au titre du point 11 de l'ordre du jour, récapitule les faits nouveaux intervenus concernant la disparition d'une certaine Mme Chakma, dont le cas a été évoqué la veille par une ONG. Le gouvernement a officiellement établi une commission indépendante composée de trois membres, chargée d'enquêter sur cette affaire, pour identifier éventuellement les responsables. La commission devra présenter son rapport au Ministre de l'intérieur dans les 30 jours et devra proposer des mesures juridiques applicables en l'espèce, afin que de tels événements ne puissent plus se reproduire à l'avenir.

65. La démarche des autorités bangladaises, qui ont déjà soumis ces informations par écrit au Président de la Sous-Commission, démontre la valeur qu'elles attachent à la transparence en la matière. L'Observateur du Bangladesh ne manquera pas de faire part à la Sous-Commission des conclusions de la commission d'enquête dès qu'elles seront connues.

La séance est levée à 13 h 15.

-----